La santé, moteur politique d'une ambition accrue en matière de lutte contre le changement climatique, au Sommet sur le climat 2019 du Secrétaire général des Nations Unies

Réduire les émissions de carbone, dépolluer l'air, sauver des vies

1. Pourquoi s'attaquer simultanément au changement climatique et à la qualité de l'air?

Les activités humaines qui déstabilisent le climat de la Terre sont aussi directement responsables d'un mauvais état de santé. La principale cause du changement climatique, le recours aux combustibles fossiles, contribue également aux 2/3 environ de l'exposition humaine à la pollution de l'air extérieur, qui est responsable de plus de 4 millions de décès chaque année. Si l'on tient compte de la pollution de l'air à l'intérieur des bâtiments, le nombre total de décès dans le monde dépasse les 7 millions par an, soit environ 1 décès sur 8, un chiffre comparable au nombre de décès dus au tabagisme et à tout autre risque pour la santé humaine. Outre les décès prématurés, la pollution de l'air provoque des problèmes de santé à long terme, allant de l'asthme aux troubles du développement du cerveau chez l'enfant.

Le coût global pour le bien-être humain, et l'économie, est considérable. La pollution de l'air coûterait environ US $5110 milliards en pertes de bien-être chaque année dans le monde. Selon les estimations, dans les 15 pays qui émettent le plus de gaz à effet de serre, les conséquences de la pollution de l'air sur la santé coûtent plus de 4% du PIB. L'inquiétude que suscitent les effets de la pollution atmosphérique sur la santé dans l'opinion publique est un moteur de plus en plus puissant des mouvements sociaux en faveur de la lutte contre le changement climatique et de la protection de l'environnement en général.

Par conséquent, l'absence de progrès en matière de réduction des émissions et de renforcement des capacités d'adaptation menace à la fois des vies humaines et la viabilité des systèmes de santé des pays. Si l'on veut accélérer la riposte, il est donc essentiel de faire en sorte que le changement climatique soit compris par tous comme un enjeu de santé publique central.

Nous avons la possibilité de faire progresser simultanément les objectifs en matière de climat, de santé et de développement durable. Les données les plus récentes montrent que le respect de l'Accord de Paris devrait permettre de sauver plus d'un million de vies par an d'ici 2050 grâce à une réduction de la pollution de l'air, et que la valeur des gains en matière de santé serait environ deux fois supérieure au coût des mesures d'atténuation. Les conséquences pour la santé du recours à des sources d'énergie polluantes sont aujourd'hui telles qu'il est payant d'adopter des solutions plus propres et plus durables dans les domaines de l'approvisionnement énergétique, des transports et de l'alimentation. Lorsqu'elles tiennent compte de la santé, les mesures d'atténuation des effets du changement climatique constituent une opportunité, et non un coût, et apportent un bénéfice immédiat et visible aux populations locales.

Une action simultanée contre le changement climatique et la pollution de l'air va également dans le sens des objectifs de l'Accord de Paris et incite à rehausser ses ambitions. L'Accord de Paris fait mention de l'obligation de protéger « le droit à la **santé** » et reconnaît « la valeur sociale, économique et environnementale des mesures d'atténuation volontaires et leurs co-bénéfices en matière d'adaptation, de **santé** et de développement durable ». L'Accord de Paris n'est donc pas seulement un engagement environnemental, c'est potentiellement l'accord sanitaire le plus puissant de ce siècle.

Il existe diverses mesures pratiques qui portent à la fois sur l'atténuation des changements climatiques, la qualité de l'air et d'autres bienfaits pour la santé. Par exemple, le passage à des sources d'énergie à faible teneur en carbone améliorera non seulement la qualité de l'air, mais offrira également de nouvelles opportunités d'obtenir des bienfaits immédiats en matière de santé, tout en favorisant une mobilité durable et propre (grâce aux carburants alternatifs). En outre, des modes de transport actifs, comme le vélo et la marche à pied, contribueront non seulement à accroître l'activité physique, mais pourront aussi prévenir certaines maladies comme le diabète, le cancer des poumons et les cardiopathies.

Le développement de la mobilité électrique crée de réelles perspectives d'amélioration de la qualité de l'air. Des actions cohérentes dans le domaine de l'électrification des transports devraient être menées parallèlement à l'élimination des émissions provenant de l'utilisation de combustibles solides dans les systèmes domestiques et à la promotion du passage au chauffage électrique. En effet, certains instruments sont communs à la lutte contre ces deux sources de pollution. Par conséquent, une meilleure qualité de l'air grâce au développement de la mobilité électrique permettra non seulement d'améliorer la santé publique (diminution des coûts des soins de santé), mais aussi de réduire les dommages causés à l'environnement naturel. La réduction du bruit lié au transport dans les villes aura elle aussi un impact positif sur la santé. Une exposition prolongée au bruit a des conséquences néfastes pour la santé dès 55 dB et, dans certaines grandes villes, les niveaux sonores dépassent même ce seuil. Le développement de la mobilité électrique contribuera de manière significative à la réduction du bruit dû au transport.

Les pays commencent à prendre conscience de ces liens, mais on peut faire bien davantage encore. Environ 20% des contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN, ou INDC en anglais) sur lesquelles les pays se sont engagés dans l'Accord de Paris portent sur les répercussions des mesures d'atténuation sur la santé, et plusieurs initiatives internationales appuient différentes parties de ce programme. Cependant, il n'existe actuellement aucune initiative générale qui rassemble des engagements visant à rehausser l'ambition de parvenir, dans le même temps et de façon globale, à atténuer le changement climatique, à réduire la pollution atmosphérique et à promouvoir la santé.

Projets d'engagements et raison d'être

Avec une population de Y millions d'habitants, XXX gouvernements nationaux et infranationaux s'engagent à parvenir à l'horizon 2030 à une qualité de l'air qui ne présente aucun danger pour leur population et à harmoniser leurs politiques sur le changement climatique et sur la pollution atmosphérique.

Les gouvernements honoreront cet engagement en s'attachant spécifiquement à :

- Mettre en œuvre des politiques en matière de qualité de l'air et de changement climatique qui permettront d'atteindre les valeurs précisées dans les lignes directrices de l'OMS sur la qualité de l'air ambiant.
- Mettre en œuvre des politiques et des actions en matière de mobilité électrique et de mobilité durable dans le but d'avoir un impact décisif sur les émissions engendrées par le transport routier.
- Évaluer le nombre de vies sauvées, les progrès réalisés en matière de santé de l'enfant et des autres catégories vulnérables, et les coûts financiers évités pour le système de santé, qui résultent de la mise en œuvre de ces politiques.
- Suivre les progrès, partager les expériences et les meilleures pratiques par le biais d'un réseau international soutenu par le système des Nations Unies.

Au niveau mondial, cet engagement est destiné à maximiser le nombre de personnes qui respirent un air pur et qui vivent dans des juridictions qui se sont résolument engagées à lutter contre les changements climatiques. Il s'agit notamment d'améliorer la surveillance de la qualité de l'air par les pouvoirs publics et de concevoir des politiques et des interventions qui portent à la fois sur la qualité de l'air et sur l'atténuation des changements climatiques. Au niveau local, il vise à proposer un discours positif sur l'amélioration des conditions de vie, étayé par une évaluation quantitative des améliorations sanitaires que l'on peut attendre de ces interventions et par un soutien sans faille envers les activités d'enregistrement et de promotion des progrès réalisés.

Cet engagement a pour but de définir un objectif clair, tout en laissant aux pays et aux juridictions la possibilité de choisir une ligne d'action pour atteindre cet objectif, en fonction de leurs spécificités et capacités propres.

Le rapport sur la santé présenté à la COP24 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) présente des recommandations aux gouvernements sur la manière de maximiser les avantages sanitaires de la lutte contre le changement climatique et d'éviter les pires effets sur la santé. La Déclaration sur la mobilité électrique « Driving Change Together – Katowice Partnership for E-mobility », approuvée lors de la COP24 en Pologne par 42 pays de 5 continents, ainsi que par des organisations internationales, représentant plus de 1500 villes et régions et 1200 entreprises, encourage la poursuite de la transition vers des transports propres. On trouvera ci-après des exemples d'interventions sectorielles spécifiques grâce auxquelles les pays peuvent concrétiser ces engagements.

Appui de la communauté sanitaire mondiale

L'OMS et ses partenaires mettront à disposition de tous les gouvernements municipaux, régionaux ou nationaux prêts à s'engager en faveur de ce qui précède:

- Évaluation et/ou outils, basés sur des indicateurs, pour mesurer les progrès sanitaires attendus (nombre de vies sauvées, maladies évitées, augmentation de l'espérance de vie), grâce au respect des engagements pris.

- Méthodes et valeurs indicatives de l'OMS permettant d'évaluer les avantages pour la santé induits par la réduction de la pollution de l'air, avec une ventilation par sexe et par groupe d'âge.
- Création d'un groupe d'experts de référence chargé de fournir une assurance qualité et un appui technique aux entités participantes.
- Orientation et soutien techniques en vue de l'inclusion et du suivi des progrès dans la prise en compte par la CCNUCC des mesures d'atténuation et des co-bénéfices sanitaires dans les contributions déterminées au niveau national.
- Plateforme pour la prise d'engagements, leur suivi et leur promotion, par le biais de l'Initiative Breathelife, système de suivi des engagements pris dans le cadre du Programme d'action de Genève pour lutter contre la pollution de l'air, et profils climatiques et sanitaires des pays OMS/CCNUCC.

Suivi des progrès

Il est possible de suivre les progrès accomplis grâce à des indicateurs déjà utilisés dans le cadre d'initiatives internationales, notamment le Lancet Climate Countdown et les profils climatiques et sanitaires des pays OMS/CCNUCC, qui sont tous deux alignés sur le suivi des objectifs de développement durable (ODD). Il peut s'agir, par exemple, d'un sous-ensemble des indicateurs suivants du Lancet Climate Countdown.

Mesures d'atténuation et co-bénéfices pour la santé

• Indicateur 3.1: intensité en carbone du système énergétique
• Indicateur 3.2: abandon progressif du charbon
• Indicateur 3.3: électricité à zéro émission de carbone
• Indicateur 3.4: accès à l'énergie propre
• Indicateur 3.5: exposition à la pollution de l'air ambiant
• Indicateur 3.5.1: exposition à la pollution de l'air dans les villes
• Indicateur 3.5.2: mortalité prématurée due à la pollution de l'air ambiant par secteur
• Indicateur 3.6: utilisation de carburant propre pour le transport
• Indicateur 3.7: infrastructure pour des transports durables et adoption de ces modes de transport
• Indicateur 3.8: viande de ruminants destinée à la consommation humaine
• Indicateur 3.9: émissions du secteur de la santé

Opportunités de promouvoir les synergies et l'engagement

- 20-28 mai - Discussion sur les engagements potentiels avec les Ministres de la santé à l'**Assemblée mondiale de la Santé**, Genève.
- 30 juin - 1er juillet : **Réunion des Ministres de la santé** sur le changement climatique en marge de la conférence préparatoire des Émirats arabes unis pour le Sommet sur le climat du Secrétaire général des Nations Unies, Abu Dhabi.
- 22 septembre - manifestation **« Walk the Talk » (de la parole à l'action) de l'OMS** et 23 septembre **Réunion de haut niveau du Président de l'Assemblée générale des**

Nations Unies sur la couverture sanitaire universelle—tirer parti des événements sur la santé de la semaine consacrée aux réunions de haut niveau pour intégrer le climat/l'environnement et présenter un discours coordonné qui démontre les co-bénéfices (et les coûts de l'inaction).

Exemples d'interventions visant à lutter simultanément contre la pollution de l'air et les changements climatiques.

TRANSPORT

S'engager à investir dans:

- **Sentiers pédestres et des pistes cyclables**
  Les réseaux piétonniers et cyclables rendent les déplacements à pied ou à bicyclette plus sûrs et plus accessibles, évitent la pollution par les véhicules, les accidents de la route et favorisent une meilleure santé grâce à l'activité physique.
- **Transports publics performants**
  L'adoption de modes de transport plus propres et plus efficaces, y compris la popularisation des transports publics utilisant des carburants alternatifs, les services d'autobus express, le métro léger et autres formes de transport partagé, réduit considérablement la pollution de l'air en limitant l'utilisation et les émissions des véhicules privés.
- **Normes d'émissions**
  Le relèvement des normes d'émissions pour tous les véhicules écarte les gros pollueurs de la route et exerce des pressions en faveur de véhicules plus propres, tout en encourageant l'innovation pour des technologies non polluantes. La réduction des combustibles à haute teneur en soufre dans de nombreuses économies émergentes constitue une première étape importante.
- **Véhicules sans suie**
  Les véhicules « sans suie » réduisent de 85% ou plus les émissions de particules d'échappement et de noir de carbone par rapport aux gaz d'échappement diesel. Les véhicules sans suie sont généralement des véhicules certifiés selon les niveaux d'émissions Euro VI ou US 2010, y compris à moteur électrique ou hybride, le gaz naturel comprimé (GNC), le biogaz/autres biocarburants, ou les moteurs diesel dotés d'un filtre à particules performant.

GESTION DES DECHETS

Les décharges représentent 11% des émissions mondiales de méthane, et les déchets municipaux devraient être multipliés par près de deux d'ici 2025.

S'engager à investir dans:

- **Récupération des gaz de décharge**
  La récupération des gaz de décharge est une filière énergétique renouvelable et novatrice qui exploite les émissions polluantes des décharges au lieu de les laisser pénétrer dans l'atmosphère ou dans nos poumons.

- **Amélioration du traitement des eaux usées**
  L'amélioration du traitement des eaux usées et de l'assainissement, dans les habitations comme dans l'industrie, peut considérablement réduire les risques de maladies infectieuses.

HABITAT

Près de 60% des décès prématurés dus à la pollution de l'air dans les habitations concernent les femmes et les enfants, qui passent des heures à proximité de fourneaux à bois, à charbon et à kérosène. Le passage à des fourneaux plus propres peut avoir des effets bénéfiques en cascade: réduire les émissions de noir de carbone ainsi que le temps passé par les femmes et les filles à aller chercher du combustible. Les fourneaux et combustibles à faibles émissions, les fourneaux à biomasse moins polluants et les autres combustibles ou types de fourneaux à faibles émissions améliorent la qualité de l'air dans les habitations et dans la communauté et réduisent les risques de brûlures ou autres blessures.

S'engager à investir dans:

- **Amélioration de l'éclairage**
  L'éclairage électrique, y compris les panneaux solaires photovoltaïques installés sur les toits, réduit la dépendance vis-à-vis des lampes au kérosène qui émettent de fortes concentrations de noir de carbone et autres polluants atmosphériques dangereux.

- **Principes de conception de bâtiments passifs**
  En diminuant le besoin de chauffage ou de climatisation supplémentaire grâce à des maisons qui tirent parti de la chaleur naturelle procurée par le soleil et de la ventilation de l'air frais pour le refroidissement, il est possible de lutter contre la pollution de l'air et de réduire l'empreinte carbone d'une habitation.

Approvisionnement énergétique

Le pétrole et le gaz produisent 25% des émissions mondiales de méthane. Le torchage, c'est-à-dire la combustion de gaz non capté pendant la production, émet du noir de carbone qui est nocif. Un meilleur contrôle des émissions fugitives et le captage des gaz brûlés pour les utiliser comme combustible contribuent à limiter à court terme les émissions provenant des modes actuels de production de pétrole et de gaz, tandis que le passage aux énergies renouvelables peut garantir un avenir plus propre et plus sain à long terme.

S'engager à investir dans:

- **Alimentation en énergies renouvelables**
  Les énergies renouvelables améliorent directement la qualité de l'air tout en ralentissant le changement climatique. Par exemple, les systèmes solaires photovoltaïques installés sur les toitures dans les zones rurales hors réseau ou dans les villes à croissance rapide où l'approvisionnement énergétique n'est pas fiable constituent une alternative propre et rentable aux groupes électrogènes portables fonctionnant au diesel et très polluants.
- **Abandon du diesel**
  Les particules fines et le noir de carbone émis par les véhicules et les moteurs diesel peuvent être pratiquement éliminés grâce à des technologies qui sont déjà présentes sur la moitié des véhicules utilitaires lourds neufs vendus aujourd'hui.

S'engager à rejoindre:
Powering Past Coal Alliance
(https://poweringpastcoal.org/about/Powering_Past_Coal_Alliance_Join)